



Association Internationale  
des Sociologues de Langue Française

## **Le Petit Bulletin d'information N° 60**

### **1. Appels à communication**

#### **1.1**



### **2<sup>ème</sup> Colloque International sur le Temps Rupture, finitude, mort et management À Brest, les 25-26 juin 2008**

Laboratoire ICI - Information, Coordination, Incitations (Université de Brest)  
Atelier de Recherche Sociologique (Université de Brest)  
OVSM (HEC, Université de Genève)  
Département Culture, Organisation et Management (Université libre d'Amsterdam)  
Cress - Lessor (Laboratoire d'économie et de sciences sociales de Rennes 2)



IAE de Bretagne Occidentale

UFR Droit et Economie de Bretagne Occidentale

UFR Lettres Sciences sociales de Bretagne  
Occidentale



UFR de Sciences sociales Rennes 2

HEC Genève

Faculté des Sciences Sociales d'Amsterdam

**Date limite des propositions de communication : 10 décembre 2007**

#### **Texte d'appel**

La première conférence internationale de Brest « Les valeurs du temps dans le développement des organisations : entre instantanéité électronique et développement durable »<sup>1</sup>, montrait comment le questionnement sur le/les temps pouvait poser un autre regard sur l'impact des technologies de l'information et sur le développement durable dans le management des organisations. Ainsi, certains chercheurs annonçaient que les TICS entraîneraient la mort du temps (*Timeliness*, Castell, 2001) tandis que d'autres voyaient dans le développement durable une façon d'agir pour la postérité et de se projeter au-delà de la mort.

Les thématiques de ce premier colloque portaient en germe celles proposées pour le second :

<sup>1</sup> Cf numéros spéciaux, issus de la Revue Sciences de Gestion, n°49, 2005 ; et de *Time & Society*, 16, 2/3, 2007

Les relations entre les représentations du temps et la conscience de la mort ont depuis longtemps fait l'objet de travaux de philosophes, de psychologues, d'anthropologues et de sociologues, sans compter l'importance des productions littéraires. En Sciences de Gestion, par contre, la majorité des travaux dévolus à l'étude du temps le considère davantage comme un espace de vie (Lewin, 1941), en négligeant ainsi la finitude et la mort. Pourtant, la finitude intéresse la gestion des organisations. Elle permet en effet d'envisager de façon alternative les attitudes à l'égard du futur et leurs influences sur les décisions individuelles et collectives (transmission de patrimoine, épargne, assurances etc.). De façon plus spécifique encore, des organisations telles que les services de santé et les secteurs d'activités propres à la gestion des rites funéraires sont également concernés. D'autre part, la gestion de la finitude ne concerne pas uniquement la gestion de la fin du temps personnel de l'acteur organisationnel, du consommateur ou de l'entrepreneur, mais plus largement la gestion des périodes de ruptures et/ou de transitions importantes, qui marquent la fin et le deuil d'une période antérieure. Car le concept de deuil, s'il peine à être mobilisé dans son acception stricte en Sciences de gestion, pourrait s'appliquer dans une acception plus large à tout changement ou rupture significatifs. De nombreuses disciplines des Sciences de gestion sont ici concernées : La gestion des ressources humaines (départ à la retraite, changement de métier, etc.), l'entrepreneuriat (transmission d'entreprise), le marketing (changement de marque, consommation spécifique des seniors, etc.)

Pourtant, les travaux portant sur la finitude et le deuil sont peu connus en Sciences de Gestion et quasi-inexistants dans un contexte francophone. Dès lors, la question peut être posée : « La mort serait-elle tabou chez les gestionnaires ? » C'est cette question qui nous conduit pour le prochain colloque à faire appel aux autres sciences sociales, et particulièrement à la sociologie, pour mener ensemble un travail de recherche en croisant les perspectives et les résultats de nos études disciplinaires respectives.

En Sociologie, par exemple, la finitude a été abordée selon plusieurs problématiques qui interpellent directement ou indirectement le gestionnaire : les évolutions en matière de loisirs et de consommation face aux événements « rupteurs » des parcours de vie : départ à la retraite, départ des enfants, veuvage, difficultés de santé. Les temporalités sociales sont marquées par les transformations des relations entre les générations dans la transmission des valeurs et des biens (entraides, patrimoine). Mutations qui mettent en jeu les rapports de genre et d'âge selon les appartenances sociales.

Les analyses qui se rapportent au deuil mettent l'accent sur le sens attribué par les individus et par les groupes aux processus du mourir, de la mort et aux rites des morts. Sont également étudiés l'expérience des sujets dans la confrontation avec les décès, l'organisation des funérailles et des commémorations en souvenir des morts. D'autres recherches ont porté sur la transformation des métiers, des compétences et des modes de gestion des différentes organisations en charge des morts et, plus globalement, sur l'évolution du « marché » de la mort et de la marchandisation des services funéraires.

L'objet principal de ce colloque consiste à croiser les connaissances et les perspectives de disciplines contiguës et à permettre à des chercheurs d'horizons différents de dialoguer activement (Sciences de Gestion, Sociologie, Anthropologie, Ethnologie, Psychologie, Philosophie, etc.)

### **Les contributions**

peuvent porter plus spécifiquement sur les points suivants (propositions indicatives) :

#### **1. Finitude, deuil, ruptures et comportements d'adaptation en Sciences de gestion**

- Perte d'emploi et discontinuités de l'expérience professionnelle
- Changement de métier
- Transmission d'entreprise
- Incidence du passage activité / retraite

#### **2. Seniors, approche de la mort et marketing**

- Matérialisme et mort

- La transmission des biens et le cycle de vie familial
- Éthique et marchandisation de la mort
- Les services et produits financiers de fin de vie (*End of life products*)

### 3. Représentation du deuil et comportements en Sciences Humaines et Sociales

- Les théories du deuil
- Approche comparée et interculturelle du deuil
- Deuil (sens strict) versus deuil (sens large)
- Les étapes du deuil

**Les meilleures contributions seront retenues pour publication dans un numéro thématique d'une revue de recherche académique en Sciences de Gestion et / ou dans un ouvrage collectif.**

#### **Comité d'organisation :**

Bertrand Urien (UBO), Simone Pennec (UBO), Michelle Bergadaà (HEC Genève), Ida Sabelis (U Amsterdam), Alain Amintas (U Rennes2), Marine Le Gall-Ely (U Rennes2), Annick Tamaro (UBO)

#### **Modalités pratiques :**

- **Lieu et date du colloque : 25-26 juin 2008 à Brest (France)**
  - **Dépôt du résumé : 10 décembre 2007**

**Format : 3 pages** (en français) ; document sous **Word** (interligne simple, times new roman, 12), adressé **en fichier attaché électronique** à l'adresse suivante :

[cecile.moriniere@univ-brest.fr](mailto:cecile.moriniere@univ-brest.fr) et [Coquio@univ-brest.fr](mailto:Coquio@univ-brest.fr)

(Cécile Morinière, Anne Coquio)

- **Avis donné aux auteurs par le Comité Scientifique : fin janvier 2008.**
- **Dépôt des communications retenues : 1 mai 2008** à l'adresse suivante :

[cecile.moriniere@univ-brest.fr](mailto:cecile.moriniere@univ-brest.fr) et Anne.[Coquio@univ-brest.fr](mailto:Coquio@univ-brest.fr)

- **Publics visés : Enseignants-chercheurs, chercheurs et doctorants en Sciences de Gestion, Economie, Sciences humaines et sciences sociales, et professionnels intéressés.**

Source Anne Coquio ARS-EA 3149, UBO [Anne.Coquio@univ-brest.fr](mailto:Anne.Coquio@univ-brest.fr)

## 1.2

### Colloque

**Visions du monde et modernités religieuses : regards croisés**  
Départ. de Sociologie – Université Moulay Ismail de Meknès  
Association Internationale des Sociologues de Langue Française (AISLF)  
10-12 avril 2008 à Meknès (Maroc)

En collaboration avec :

Groupe d'Etudes pour l'Europe de la Culture et des Solidarités  
Université de Paris V  
Institut Maghreb-Europe – Université de Paris VIII  
Institut Supérieur des Sciences Humaines de Tunis

**Date limite pour l'envoi des propositions de communication :  
15 décembre 2007**

### **Texte d'appel**

Comme le rappelle C. Geertz, l'appréhension des « processus de transformation et de reformulation de chaque religion particulière au moment où elle pénètre bon gré mal gré dans les perplexités et les dérèglements de la vie moderne » est, sans doute, l'une des tâches les plus impérieuses que les sciences sociales doivent assumer. S'il est plus qu'urgent de focaliser l'attention sur les rapports entre les divers avatars de la modernisation et les recompositions des « systèmes de significations » (Luckmann) qui en découlent, ce n'est pas seulement pour pouvoir saisir à vif les enjeux et les tourmentes du siècle finissant (déclin des nationalismes, éveil religieux, etc.), mais parce que la tendance à convoquer le soi-disant « originel » pour rendre compte de l'actuel, voire même de l'actualité brûlante est, plus que jamais, de mise, avec les travers que l'on connaît en termes de « choc des civilisations » et de retour à l'idiosyncrasie culturaliste.

Deux concepts sont susceptibles de faire sortir les sciences sociales de cette impasse de « l'originel » et de donner plus d'intelligibilité aux recompositions de sens qui affectent, en profondeur, les sociétés actuelles : modernité religieuse et vision du monde.

Le premier concept représente l'une des voies possibles pour dégager le débat sociologique sur le fait religieux du modèle séculariste. Ce concept de « modernité religieuse » (Hervieu-Léger) recèle, en effet, un potentiel heuristique considérable. Mis en place pour comprendre les différentes formes de recomposition qui affectent la place du religieux dans les sociétés traditionnellement chrétiennes, il permet la mise en perspective d'un certain nombre de processus observés ailleurs, dans le cas de l'islam et d'autres religions : la désinstitutionnalisation et la privatisation du religieux, le passage du savoir religieux dans une large mesure entre les mains des « laïcs », l'individualisation du croire et les formes de conversion qui s'y rapportent parfois (sachant que cette notion de conversion ne signifie pas seulement le fait de quitter une religion pour une autre, mais recouvre aussi le passage d'un type de rapport au religieux à un autre au sein d'une même religion), les nouvelles modalités d'appropriation du religieux par les jeunes, la déconnexion croissante entre le religieux et le culturel (Roy), etc. Interroger ce concept dans une optique comparée à travers l'étude de religions diverses et de contextes socioreligieux différents constituerait non seulement un moyen de l'affiner et de le nuancer, mais aussi l'occasion de rendre compte de la multitude des modalités d'interaction entre le religieux et les dynamiques enclenchées par la modernité (construction des Etats-nations, urbanisation, massification scolaire, déclassement des groupes primaires, naissance de sous-cultures de groupes d'âge, etc.).

Le deuxième concept, celui de vision du monde, constitue un instrument intéressant pour saisir les relations complexes que l'acteur social entretient avec le monde dans lequel il vit et pour analyser les repères qui lui permettent de se situer dans ce monde-ci et de lui donner un sens. Les visions du monde constituent des agencements de schèmes « interprétatifs » et « évaluatifs » du monde social, composés d'éléments rationnels et irrationnels, de substrats axiologiques et normatifs, de systèmes de « pertinences » (Schütz) et de raisons d'agir qui règlent le regard porté par l'acteur sur lui-même, sur les autres et sur le monde qui l'entoure et qui déterminent, en partie, son rapport au présent et les divers modes de son appropriation du passé et de sa projection dans l'avenir. L'intérêt du recours à cette notion est de pointer des configurations de sens qui débordent le religieux, mais qui en dérivent aussi dans une certaine mesure. C'est le cas, par exemple, de l'effet de la croyance dans « l'au-delà » et dans une vie supra-mondaine sur le rapport au monde de « l'ici-bas ». Dans la même optique, il n'est pas sans intérêt de considérer les différentes manifestations de l'engagement religieux, chez les jeunes en particulier, comme une manière d'habiter le monde ou de le rendre « habitable » et comme le moyen de valider – par-delà les trajectoires et les histoires individuelles – certains choix personnels. Ainsi les visions du monde sont, pour le moins, en partie le produit d'une éthique religieuse, mais elles contribuent, en revanche, à construire les cadres interprétatifs dominants de la tradition religieuse, dans un rapport immédiat à la société concrète et au « monde-de-la-vie » (Husserl). L'un des mérites de cette notion consiste aussi à apporter plus de fluidité dans notre manière d'aborder les prismes de sens à travers lesquels les acteurs sociaux saisissent le monde autour d'eux ; elle nous permet d'analyser ces prismes en prenant en compte la diversité des points de vue (Weber) et des systèmes de « pertinences ». En effet, les visions du monde sont par définition plurielles, parce que le « regard » est un processus nécessairement dynamique et sélectif tributaire des positionnements divers des acteurs, en fonction du genre, de l'âge ou du milieu. C'est en rendant compte de ces positionnements mobiles, fluctuants et bricolés en fonction des situations que l'on peut comprendre, entre autres faits, l'émergence de « sous-cultures » spécifiques aux groupes d'âge.

L'objectif du colloque international qui sera organisé par l'Université Moulay Ismail de Meknès au Maroc et l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française (AISLF), en collaboration avec le Groupe d'Etudes pour l'Europe de la Culture et des Solidarités (GEPECS) de l'Université de Paris V, l'Institut Maghreb-Europe de l'Université de Paris 8 et l'Institut Supérieur des Sciences Humaines de Tunis, est d'interroger la pertinence de ces deux concepts dans une optique comparative qui les met à l'épreuve de contextes sociohistoriques différents. Trois axes sont susceptibles d'orienter, *a priori*, cette réflexion croisée sur les dynamiques inhérentes aux différentes manifestations de la modernité religieuse dans leurs rapports aux visions du monde :

1- *Visions du monde et religions face aux dynamiques de la modernité:*

Il sera question dans ce premier axe des différentes formes d'interaction entre modernisation et religion. C'est dans cette optique qu'on peut analyser l'effet de la construction des Etats-nations modernes sur les institutions religieuses traditionnelles à travers, par exemple, « l'étatisation de la religion » dans certains pays maghrébins, mais qu'on peut aborder également l'impact de la scolarisation massive et des médias modernes aussi bien sur les visions du monde qu'en matière d'accès à la fonction exégétique des référents religieux. C'est dans ce cadre également qu'on peut examiner les rapports intergénérationnels à travers le prisme du religieux.

2- *Visions du monde, recomposition religieuse et reconstruction des « systèmes de significations »:*

C'est dans cette deuxième perspective qu'on peut analyser, dans leur rapport au religieux, nombre de transformations importantes sur le plan de l'*ethos*, de la vision du monde et de l'ordre moral et de décrire les changements qui affectent les cadres sociaux d'interprétation et d'évaluation qui en sont tributaires, en mettant l'accent, en particulier, sur la pluralisation des « programmes de vérité » et sur la « balkanisation des cerveaux » (Veyne), par la cohabitation de deux programmes de vérité désormais autonomes, celui de la science et celui de la religion. On peut inclure dans cet axe le rapport à la « Tradition » religieuse et au passé, de manière générale, ainsi que les enjeux liés à la définition des frontières entre les différentes « provinces » de l'expérience sociale (privé/public), etc.

3- *Nouvelles expressions du religieux et refonte du lien social:*

Cet axe permettrait de focaliser l'attention non seulement sur ce qui est convenu d'appeler les Nouveaux Mouvements Religieux (NMR), mais aussi de poser dans de nouveaux termes la question du fondamentalisme dans différents systèmes religieux et contextes culturels, du repli sur l'appartenance confessionnelle et du « communautarisme », en s'interrogeant sur les processus d'individualisation que la référence à des « communautés religieuses fantasmées » empêche de repérer. C'est dans cet axe qu'on peut examiner, de manière plus globale, les rapports complexes entre religion et « identités ».

**Coordination:** Imed Melliti (Institut Supérieur des Sciences Humaines de Tunis); Nouredine Harrami (Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Meknès).

**Les propositions de communication doivent être envoyées  
avant le 15 décembre 2007**

à Imed Melliti [imelleti@yahoo.fr](mailto:imelleti@yahoo.fr) et Nouredine Harrami [harrami@menara.ma](mailto:harrami@menara.ma).

**Comité Scientifique :**

Abdelkader Zghal, Prof. de sociologie au Centre d'Etudes et de Recherche Economiques et Sociales à Tunis ; Abdelmalek Ouard, Prof. de Sociologie à l'Univ. Moulay Ismail de Meknès ; Aissa Kadri, Prof. de Sociologie à l'Univ. de Tour et dir. de l'Institut Maghreb-Europe à l'Univ. de Paris 8 ; Dorra Mahfoudh, Prof. à Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis (Univ. de Tunis) ; Emanuela Trevisan-Semi, Prof. d'Etudes hébraïques l'Univ. Ca' Foscari de Venise, Italie ; Hassan Rachik, Prof. d'Anthropologie et de sociologie à

l'Univ. Hassan II de Casablanca ; Hocine Zeghib, Prof. de Droit à l'Univ. de Montpellier III, France ; Imed Melliti, Prof. à l'Institut Supérieur des Sciences Humaines de Tunis ; Jan Spurk, Membre du bureau de l'AISLF et Prof. de sociologie à l'Univ. René Descartes ; Jean-François Guillaume, Coordonnateur du CR "Sociologie de la jeunesse" à l'AISLF et enseignant de sociologie à l'Univ. de Liège ; Karel Dobbelaere, Secrétaire général de la Société Internationale de Sociologie des Religions et Prof. émérite à l'Univ. Catholique de Louvain ; Lilia Ben Salem, Prof. à la Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis (Univ. de Tunis) ; Liliane Voyé, Présidente d'Honneur de l'AISLF et Prof. émérite en sociologie à l'Univ. Catholique de Louvain ; Marcel Fournier, Dir. de la Revue Sociologie et Sociétés, professeur à l'Univ. de Montréal (Quebec) ; Mohamed Kerrou, Prof. à l'Institut Supérieur des Sciences Humaines de Tunis (Univ. de Tunis El-Manar) ; Mohamed Mahdi, Prof. de Sociologie rurale à l'École nationale de l'Agriculture à Meknès ; Nouredine Harrami, Prof. de Sociologie à l'Univ. Moulay Ismail de Meknès ; Said Bengrad, Prof. de Sémiologie à l'Univ. Moulay Ismail de Meknès ; Yolande Cohen, Prof. à l'Univ. de Montréal (Quebec)

#### **Comité d'organisation :**

Abdelmalek Ouard, Ben Mohamed Kostani Mohamed Jahah, Nouredine HARRAMI, de l'Univ. Moulay Ismail ; Imed Melliti, Institut Supérieur des Sciences Humaines de Tunis

#### **Contact**

Nouredine Harrami  
Département de Sociologie Faculté des Lettres et des Sciences Humaines  
Université Moulay Ismail B.P. 11202, Zeitoune Meknès, Maroc  
Tel. : [212] 63 31 02 89  
Courriel : [harrami@menara.ma](mailto:harrami@menara.ma)

Source Nouredine Harrami <[harrami@menara.ma](mailto:harrami@menara.ma)>

### **1.3**

#### **Colloque**

#### **Reconnaissance, reliance et transactions**

**Université Marc Bloch, Strasbourg (France)**

**Les 22 et 23 janvier 2009**

**Date limite des propositions de communication : 15 janvier 2008**

Le Centre de Recherche et d'Etude en Sciences Sociales (CRESS, EA 1334) de l'Université Marc Bloch (Strasbourg 2), que dirige le Professeur Maurice Blanc, organise en janvier 2009, en liaison avec l'AISLF (Association Internationale des Sociologues de Langue Française) et son Comité de recherche 21 "Transactions sociales", et en relation avec l'Université de Nancy 2 et le laboratoire LASURES, un colloque international pour éprouver la fécondité interdisciplinaire du concept de transactions sociales, et des problématiques que ses relations avec d'autres élaborations théoriques (reconnaissance, reliance..., parmi bien d'autres connexions possibles) peuvent générer en sciences sociales.

#### **Texte d'appel**

On sait en effet que toute situation socialement structurée n'en reste pas moins ouverte au changement. Cette proposition qui concerne l'activité quotidienne comme l'action collective régulatrice de l'espace public nécessite un renouvellement des grilles d'analyse. Le concept de transaction sociale participe de cet effort en réactualisant la réflexion autour des notions d'échange, de négociation et de conflit. Au niveau macrosociologique, ce concept analytique éclaire les logiques à l'œuvre dans la régulation sociale en portant une attention particulière sur celles qui nous font passer de l'affrontement à la coopération. Sur un plan davantage microsociologique l'analyse des transactions sociales nous montre comment les relations sociales se nouent autour d'arrangements, d'accommodements ou encore de *tactiques* (selon l'expression de Michel de Certeau). Enfin, le concept nous renseigne sur ce qui se joue dans l'intermédiation de la vie sociale en nous montrant

qu'en plus de produire des règles de partage et du vivre ensemble les individus sont en mesure de réactualiser des valeurs et de faire évoluer leurs institutions.

La sociologie de la transaction sociale, promue en particulier par Jean Remy, Liliane Voyé et Maurice Blanc<sup>1</sup> est alors d'autant plus susceptible d'enrichir notre réflexion qu'elle a été pensée pour analyser les processus d'élaboration de « compromis pratiques »<sup>2</sup>, instables et provisoires, dans les situations de coopération conflictuelle, suivant le couple de l'autonomie et des interdépendances.

Le concept de transaction emprunte à l'économie (la transaction est un échange négocié)<sup>3</sup> et au droit (la transaction est une technique de prévention et/ou de résolution non judiciaire des conflits). La transaction sociale comprend alors, on l'a dit, à la fois de l'échange, de la négociation et de l'imposition (ou rapport de force). Elle s'inspire en cela du sociologue allemand Georg Simmel, selon lequel la vie sociale est structurée par des couples de tensions opposées. En particulier, reprenant le paradoxe de la liberté et de l'égalité d'Alexis de Tocqueville, Simmel montre qu'elles sont antinomiques et que la tension entre les deux est indépassable : « Ce fut peut-être parce qu'instinctivement on a saisi la difficulté de cet état de choses qu'on a joint à la liberté et à l'égalité une troisième exigence, celle de la fraternité », écrit-il<sup>4</sup>.

Il existe bien d'autres couples de tensions opposés : tradition et modernité, identité et altérité, etc. Une tâche et un intérêt de l'analyse sociologique est alors de « repérer les oppositions structurantes », notamment lorsqu'il en va de principes de légitimité d'égale valeur, mais qui tendent à s'exclure mutuellement. Et justement, le concept de transaction sociale renvoie ici à la fois à des *conflits d'intérêt*, mais aussi à des *conflits de valeur*, peut-être plus difficiles à résoudre encore, quand entrent en jeu des conceptions intériorisées, diverses en fonction des acteurs en jeu. Enfin, il en va aussi de *dynamiques interculturelles*, qui passent par les jeux du formel et de l'informel, de la confiance et de la méfiance. Ces oppositions forment des couples de tension qui structurent la situation, et sans doute plus encore lorsqu'il en va de partenariats multiples et transversaux entre un grand nombre d'acteurs (potentiels ou avérés) et d'échelles d'action, qui ne coïncident pas nécessairement en totalité (quartier, ville, agglomération, enjeux trans-frontières...).

Il importe dès lors de susciter débats et controverses autour d'avancées heuristiques réalisées grâce à des travaux portant sur différents terrains institutionnels. Nous pensons notamment aux problématiques liées aux nouvelles formes de gouvernance s'instituant dans les organisations et à celles qui s'inscrivent dans les espaces locaux territoriaux.

Il est, par exemple, utile de saisir les modalités de l'échange et comment se vit son impossibilité. Nous pourrions alors également vérifier cette idée selon laquelle la souffrance serait « l'aspect affectif d'une cassure transactionnelle »<sup>5</sup> ou encore le fait que « certaines transactions consistent en dialogues avec soi-même »<sup>6</sup>.

C'est pourquoi nous proposons de réunir à Strasbourg les enseignants et chercheurs, des différents horizons des sciences sociales, intéressés par des échanges au cours de cette manifestation de deux jours sur la thématique "Reconnaissance, reliance et transactions", faisant librement écho au triptyque formulé par Renaud Sainsaulieu : reconnaissance, reliance et réflexivité, dans son ouvrage *Des sociétés en mouvement*, dans lequel l'auteur souligne que la société française est soumise à des processus de changements rapides, qui mettent à mal la capacité d'intégration et produisent des crises, marquées par la souffrance et l'exclusion, comme excès ou insuffisance de régulation. Les institutions intermédiaires, telles les entreprises ou les associations, qu'il étudie, faciliteraient la résolution de ces crises en aidant à la reconstruction des identités des individus et de la légitimité des institutions, suivant une continuation approfondie de l'hypothèse durkhémienne de la socialisation<sup>7</sup>. Un certain nombre de pistes sont ainsi suggérées :

---

<sup>1</sup> On pense notamment à : Jean Remy, Liliane Voyé et alii, *Produire ou reproduire ?*, Bruxelles, De Boeck, 1978 ; Maurice Blanc et alii, *Pour une sociologie de la transaction sociale*, Paris, L'Harmattan, 1992 ; Maurice BLANC et alii, *Vie quotidienne et démocratie. Pour une sociologie de la transaction sociale (suite)*, Paris, L'Harmattan, 1994 ; Maurice BLANC et alii, *Les transactions aux frontières du social*, Lyon, Chronique Sociale, 1998.

<sup>2</sup> Au sens de Raymond Ledrut, *L'Espace en question*, Paris, Anthropos, 1976, p. 93.

<sup>3</sup> L'économie institutionnelle introduit notamment l'analyse des « coûts de transaction » (Williamson...).

<sup>4</sup> Georg Simmel, *Sociologie et épistémologie*, Paris, éd. PUF, 1981, pp. 144-145 (1<sup>ère</sup> éd., 1917).

<sup>5</sup> Jean Foucart, *Sociologie de la souffrance*, Bruxelles, éd. De Boeck, 2003, p. 68.

<sup>6</sup> Anselm Strauss, *Miroirs et masques. Une introduction à l'interactionnisme*, Paris, Métailié, 1992, p. 60.

<sup>7</sup> Renaud Sainsaulieu, *Des sociétés en mouvement : la ressource des institutions intermédiaires*, Paris, Desclée de Brouwer, 2001.

- 1 la reconnaissance renvoie entre autres à l'identité et à l'intégration, mais aussi à l'altérité – et dès lors aux problématiques de l'interculturalité, que l'on peut aborder sous différentes focales : "ethnique", transfrontalière, etc. Dans le cadre de mobilisations pour la reconnaissance, par exemple, comment fait-on appel à la transaction ?
- 2 la reliance évoque les échanges et la citoyenneté, c'est-à-dire la régularité et la régulation ;
- 3 la réflexivité évoque quant à elle notamment la participation et les expressions participatives.
- 4 et les transactions sociales permettent de penser les métiers et les processus de professionnalisation, les médiations interculturelles et la résolution de conflits, en particulier autour de questions qui se posent aujourd'hui avec acuité dans les espaces urbains (logement, violence, politique de la ville, « nouveaux » métiers de l'urbain...). Et là n'est pas tout : le concept de transaction permet aussi de questionner des enjeux comme la formation continue, par exemple, si l'on pense notamment à la "double transaction", biographique et relationnelle, relevée par Claude Dubar dans ses travaux sur la socialisation.

Ces propositions invitent ainsi aux croisements disciplinaires et thématiques, et ne se veulent pas strictement limitatives, mais plutôt source d'un dialogue construit entre les participants à partir d'un certain nombre de fils directeurs. Rappelons par exemple que la sociologie de la traduction de Bruno Latour et Michel Callon met également en lumière les phénomènes d'hybridation ou de métissage, nombreux ici<sup>8</sup>, ou encore les travaux de Pierre Lascoumes, qui préfère parler de « transcodages »<sup>9</sup>.

Sur ce plan, et pour favoriser précisément l'ouverture et les échanges, les *jeunes chercheurs* – doctorants, docteurs... – sont fortement invités à proposer une communication, au même titre que des *chercheurs confirmés*.

Les entrées liées à cette thématique pourraient être les suivantes :

- Retours sur le concept de transactions sociales : genèse, usages, discussion par rapport à d'autres théorisations permettant de penser les phénomènes sociaux visés, dans le but de favoriser des démarches réflexives.
- Participation, citoyenneté et démocratie locale.
- La ville : gouvernances, transformations de l'espace, aménagement et développement régional, mixité sociale, métiers et professions de la ville.
- Formation des adultes, formation continue et apprentissages de la citoyenneté.
- L'international et l'Europe, vis-à-vis de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne par exemple, mais aussi les différentes formes de coopération trans-frontière : la coopération transfrontalière, la coopération décentralisée, la coopération Nord-Sud (par exemple trans-méditerranéenne).

### **Comité scientifique**

La manifestation s'articulera sous l'égide :

- d'un *Comité scientifique international*, composé de 18 membres :

Catherine Bidou, Dir. de recherche CNRS, IRISES, Univ. de Paris Dauphine ; Maurice Blanc, Prof. de sociologie, UMB, Strasbourg 2, Dir. du CRESS (EA 1334) et de l'Ecole Doctorale des Humanités ; Michel Casteigts, Prof. associé à l'Univ. de Pau et des Pays de l'Adour, Inspecteur Général de l'Administration ; Jean-Yves Causer, MCF de sociologie, UMB, Strasbourg 2, Dir.-adjoint du CRESS ; Viviane Claude, Prof. de sociologie et architecture, INSA, Strasbourg ; Brigitte Fichet, MCF de sociologie et démographie, UMB, Strasbourg 2 ; Christophe Gibout, MCF de sociologie, UFR STAPS, Univ. du Littoral-Côte d'Opale ; animateur du CR 21 Transactions sociales de l'AISLF ; Philippe Hamman, MCF de sociologie, UMB, Strasbourg 2 ; Hartmut Haübermann (Pr.Dr.), Prof. de sociologie à la Humboldt Univ. de Berlin ; Juan Matas, MCF de sociologie, UMB, Strasbourg 2 ; Eric Navet, Prof. d'ethnologie, UMB, Strasbourg 2 ; Florence Rudolf, MCF de sociologie, UMB,

<sup>8</sup> Voir notamment Bruno Latour, *Les Microbes*, Paris, Métailié, 1984 ; et Michel Callon, « Eléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc », *L'Année sociologique*, 36, 1986, pp. 169-208.

<sup>9</sup> Pierre Lascoumes Pierre, « Rendre gouvernable : de la "traduction" au "transcodage". L'analyse du changement dans les réseaux d'action publique », in : CURAPP, *La gouvernabilité*, Paris, PUF, 1996, pp. 325-338.

Strasbourg 2 ; Odile Saint-Raymond, Secrétaire générale adjointe de l' AISLF ; Jean-Marc Stébé, Prof. de sociologie, Univ. Nancy 2 ; Josiane Stoessel-Ritz, MCF de sociologie, Univ. de Mulhouse ; Tom Storrie, Dir. honoraire des Colleges of further and higher education, United Kingdom ; Jean-Yves Trépos, Prof. de sociologie, Univ. de Metz ; Maurice Wintz, MCF de sociologie, UMB, Strasbourg 2, Dir. du Département d'urbanisme et aménagement régional

- d'un *secrétariat scientifique* issu de ce comité et composé de cinq membres : Maurice Blanc ; Jean-Yves Causer ; Viviane Claude ; Philippe Hamman ; Jean-Yves Trépos

En particulier, la sélection des communications au colloque, puis des contributions aux publications collectives qui en seront issues, est de la responsabilité décisionnelle de ce secrétariat ; chaque proposition fera auparavant l'objet de deux rapports, par l'un de ses membres et par un membre du comité scientifique extérieur au secrétariat.

### **Calendrier prévisionnel**

- Réponses à cet appel à communications attendues pour le **15/01/2008**
- Information aux auteurs des décisions prises (examen et sélection des communications au sein du Comité scientifique) : le 15 mars 2008
- Rendu par les auteurs retenus d'un texte de support à l'intervention au colloque, de format compris entre 20 et 25 000 signes (espaces inclus), destiné à une diffusion aux participants sur CD-Rom : 1<sup>er</sup> novembre 2008
- Tenue du colloque : 22-23 janvier 2009 à l'UMB de Strasbourg
- Notification aux communicants par le comité de sélection des textes retenus (moyennant des remarques et invites à des modifications ou compléments le cas échéant) pour la publication d'ouvrage(s) collectif(s) de valorisation scientifique de la manifestation : fin mars 2009
- Remise du manuscrit par les auteurs : 30/09/2009
- Publication de l'ouvrage/des ouvrages au premier semestre 2010.

Les propositions de communication (4 000 signes ou 2 pages maximum) devront être envoyées avant le **15 janvier 2008** aux deux adresses suivantes :  
[phamman@umb.u-strasbg.fr](mailto:phamman@umb.u-strasbg.fr) et [maurice.blanc@umb.u-strasbg.fr](mailto:maurice.blanc@umb.u-strasbg.fr)

Elles comprendront obligatoirement :

- 1 le titre de la communication et son positionnement en regard d'un des axes sus-mentionnés
- 2 une présentation du communicant : nom, prénom, coordonnées complètes (postales, téléphoniques, électroniques), parcours de recherche, statut actuel
- 3 les principales publications récentes en rapport avec la problématique proposée, s'il y a lieu
- 4 la problématique générale de la communication
- 5 la méthodologie et les données utilisées

### **Contact**

Centre de Recherche et d'Etude en Sciences Sociales (CRESS)  
 UFR des Sciences Sociales, Pratiques Sociales et Développement  
 Université Marc Bloch, 22 rue René Descartes 67084 Strasbourg Cedex  
 Tél. : [33] (0) 3 88 41 74 10 (secrétariat) / 74 23 (bureau) • Fax : [33] (0) 3 88 61 15 92  
 Directeur du CRESS : Maurice BLANC – [Maurice.blanc@umb.u-strasbg.fr](mailto:Maurice.blanc@umb.u-strasbg.fr)  
 Contact pour le colloque : Philippe HAMMAN : [phamman@umb.u-strasbg.fr](mailto:phamman@umb.u-strasbg.fr)

*Source Christophe Gibout <[christophe.gibout@univ-poitiers.fr](mailto:christophe.gibout@univ-poitiers.fr)>*



## 2. Appel à contribution d'article

### **Recherches Familiales, n° 6, janvier 2009** **A l'interaction du géographique et du social : La famille (im)mobile** **Date limite d'envoi : 15 mai 2008**

Dans le domaine des recherches familiales, le terme de mobilité, terme-clé et sujet de ce dossier thématique, peut être compris de trois façons.

- Soit il s'agit de la mobilité géographique, c'est-à-dire, sur un territoire donné, la mobilité physique d'une famille ou de l'un de ses membres ;
- Soit il s'agit de la mobilité sociale, c'est-à-dire le déplacement d'un individu ou de sa famille sur l'échelle des « classes » ou « catégories » sociales, ce déplacement ayant pour comparaison une situation antérieure ou la situation de l'un (ou de ses) parent(s) au même âge. Cette mobilité, ascendante ou descendante, peut s'observer selon des critères professionnels, de revenus, de diplôme, etc.
- Soit enfin il s'agit d'une mobilité familiale : les changements de la structure familiale, suite à l'arrivée ou au départ d'un enfant, à une union, etc. sont autant d'événements qui peuvent être analysés en terme de mobilité

Dans ce dossier thématique, il doit être proposé des articles qui ont pour sujet la mobilité, ou son opposé, l'immobilité. Il est toutefois nécessaire de tenir compte de deux impératifs.

Tout d'abord, si l'étude de la mobilité/immobilité géographique ou sociale porte sur un individu principalement (ex : migration d'un jeune), il est nécessaire d'étudier en quoi elle affecte l'ensemble de la situation de la famille de l'individu concerné.

Ensuite, le sujet de ce dossier thématique n'est pas l'étude de l'une de ces mobilités/immobilités, considérée indépendamment des autres. En effet, lorsque nous portons notre regard non seulement sur l'individu mais aussi et surtout sur « sa » famille, ces trois formes de « mobilités » sont étroitement liées, voire interagissent. Les articles présentés pour ce dossier thématique doivent étudier l'interaction entre la mobilité/immobilité géographique et l'une ou les deux autres mobilités/immobilités, la sociale et la familiale.

Ainsi, dans un premier temps, il peut ainsi être étudié la mobilité géographique d'un membre de la famille qui émigre pour des raisons économiques, professionnelles, matrimoniales ou politiques (migration pour rejoindre un pays plus « riche » ou plus « sûr », pour mutation professionnelle ou nouvel emploi, pour se marier ou vivre en couple...) et d'analyser la traduction de cette migration en terme de mobilité sociale et/ou familiale. L'exemple le plus flagrant est la migration économique d'un individu qui réussit à travailler dans un pays d'accueil, s'installe et ensuite opère un regroupement familial. Les raisons principales de ces migrations ne sont pas éloignées des migrations interrégionales vers les grands centres urbains du siècle passé. Les jeunes bamiléké camerounais par exemple, quittaient leur village où l'avenir était bouché (pas de terres, ni de « femmes », accaparées par les anciens) pour faire fortune à Douala, se marier, fonder une famille, et revenir au bout de quelques années pour dans un premier temps construire une case sur un bout de terre chèrement acquis et, à l'âge de la retraite, s'installer définitivement. Ce phénomène de migration géographique et de mobilité a d'ailleurs permis de forger l'expression de « cadet social » pour désigner ces personnes qui pouvaient par la migration s'accomplir et devenir des « responsables » (propriétaire, en charge de famille). Prenons enfin comme autre exemple les déménagements stratégiques dans les grandes villes françaises. Tenant compte de la carte scolaire, des parents décident de déménager pour être sûrs que leur(s) enfant(s) seront scolarisés dans le bon établissement, sujet de toutes les sollicitations et de tous les espoirs d'ascension sociale pour l'enfant qui recevra ainsi une éducation choisie. Bouger pour tout changer.

Mais il peut aussi être étudié la mobilité sociale ou familiale qui est source d'une mobilité géographique. Par exemple, une ascension sur l'échelle sociale se traduit assez régulièrement par un changement d'habitat : de meilleurs revenus, le désir de vivre parmi des personnes socialement proches et la volonté de marquer son nouveau statut incitent très

fortement à changer d'habitat. Autre exemple, un changement de la structure familiale conduit de nombreuses familles à déménager, pour rechercher un logement et un habitat mieux adapté à cette nouvelle situation. Un logement plus grand pour une famille qui s'agrandit avec l'arrivée d'un nouvel enfant, ou alors un logement situé à proximité de services collectifs ou commerciaux pour une personne seule, voire en logement collectif pour une personne âgée qui connaît le veuvage, sont autant d'évolutions familiales qui provoquent un changement géographique.

A *contrario*, la ségrégation urbaine se conjugue à l'impasse socio-professionnelle et contribue à l'amplifier. Les familles immobiles sont alors en grande difficulté dans une société qui exige la mobilité. Ainsi, un système de transport, les séparations temporaires, les mouvements pendulaires ont un impact sur la vie familiale. Réciproquement, l'immobilité géographique et sociale contrainte incite les individus à trouver dans la famille un lieu de soutien ou de refuge, un phénomène mal compris dans le cas des minorités visible alors accusées de repli identitaire. Comment prendre en compte ces dimensions territoriales de l'immobilité familiale et sociale ? Par quelles politiques locales, urbaines, architecturales (loi de rénovation urbaine etc.) ? La mobilité est-elle une réponse à la relégation ?

Ainsi, mobilité/immobilité géographique et mobilité/immobilité sociale ou familiale sont étroitement liées. Puisque l'habitat est un marqueur social, puisque la migration est un espoir social, puisque le déménagement est aussi une adaptation ; et surtout puisque l'ensemble de ces mobilités/immobilités affectent dans le présent ou dans les projets le statut et le fonctionnement familial, l'une ne peut être étudiée indépendamment de(s) (l')autre(s).

Les articles entièrement rédigés sont à proposer au Comité de lecture de *Recherches Familiales* avant le 15 mai 2008. La revue paraîtra en janvier 2009.

### **Indications techniques**

1- Article :

30 000 caractères, notes de bas de page et espaces compris. L'article doit être accompagné d'un résumé de 700 à 900 caractères, espaces compris.

2- Références :

Ne pas utiliser le système américain (nom de l'auteur et page entre parenthèses) mais le système « français » de référence intégrale en note de bas de page.

3- Notes de bas de page :

Utiliser ce système de renvoi de note de bas de page (Tout article ne respectant pas ces indications devra être modifié par l'auteur) :

Jean-Michel CHAMONT, Hervé POURTOIS, « Introduction », *Recherches sociologiques*, Louvain la Neuve, XXX (2), pp. 3-11, 1999, p. 4.

Michel PERONI, « Le social et la politique », *Informations sociales. Travail social : l'individu, le groupe, le collectif*, Paris, CNAF, n° 83, 2000, pp. 134-135.

Jean-Noël CHOPART (dir.), *Les mutations du travail social. Dynamiques d'un champ professionnel*, Paris, Dunod, 304 p., 2000.

### **Les articles sont soumis au comité de lecture.**

Nous vous rappelons également que vous pouvez nous proposer des articles « hors thème » (30 000 signes) pour la partie « Travaux », ainsi que des notes de lecture critique (8 000 signes).

Envoyer votre article (fichier en format word ou rtf) par courrier électronique conjointement à : [gseraphin@unaf.fr](mailto:gseraphin@unaf.fr) et [recherches.familiales@unaf.fr](mailto:recherches.familiales@unaf.fr). **Date limite d'envoi : 15 mai 2008.**

**Pour plus d'informations sur la revue, voir :**

[http://www.unaf.fr/rubrique.php3?id\\_rubrique=181](http://www.unaf.fr/rubrique.php3?id_rubrique=181)

Source UNAF, Gilles Séraphin <[gseraphin@unaf.fr](mailto:gseraphin@unaf.fr)>

### 3. Annonces de manifestation

#### 3.1

##### Colloque

### **L'autorité a-t-elle un sexe ? Égalité homme-femme : vers un nouveau partage de l'autorité...**

Paris les 23 et 24 novembre 2007

Lieu : Mairie du IXème 6 rue Drouot 75009 Paris

organisé par la

Fédération Nationale des Écoles des Parents et des Éducateurs (FNEPE)

Les Programme et Bulletin d'inscription sont disponibles sur le site :

< <http://www.ecoledesparents.org/fnepe/ActualiteFnepe.html> >

Renseignements < <http://www.ecoledesparents.org> >

Source Caroline Desbans <communication@ecoledesparents.org>



#### 3.2



##### Journée d'étude

### **La recherche dans les organismes de la formation et de l'intervention sociales : enjeux et perspectives**

Le Jeudi 6 décembre 2007

à l'Institut du Développement Social (IDS-IRTS) de Haute-Normandie

Route de Duclair, 76380 Canteleu – Rouen, France

(Métro – Bus T3 ou ligne 30)

**Cette manifestation est organisée par l'Association des chercheurs des organismes de la formation et de l'intervention sociales (ACOFIS) et le Laboratoire d'Etude et de Recherche Sociales (LERS) de l'Institut du Développement Social**

L'organisation et les finalités de la recherche publique connaissent un tournant important : re-définition des relations entre l'Etat et les organismes de recherche, autonomie des universités, nouvelles agences de financement et d'évaluation, etc. En fait, aujourd'hui, ces bouleversements paraissent traduire un projet politique clair : dans un environnement hautement compétitif à l'échelle mondiale, la production de connaissances doit servir avant tout l'innovation technologique et industrielle des entreprises venant ainsi rompre avec une politique de recherche pensée d'abord au service du progrès social. Dans cette nouvelle configuration, les sciences humaines et sociales sont souvent niées car jugées trop critiques ou bien instrumentalisées pour servir un projet « néo-libéral ». Or, ces métamorphoses au sein de la recherche publique sont cristallisées dans le champ social, lui-même confronté à la décomposition de l'Etat social, l'affaiblissement des politiques de solidarité et l'accroissement des logiques sécuritaires et de responsabilisation individuelle. En effet, historiquement dans ce champ, ce sont notamment les travaux de recherche en sciences sociales qui ont permis, d'une part, de révéler les contradictions du travail social à la fois producteur de contrôle et d'émancipation et, d'autre part, d'articuler la recherche sur le social

avec une dynamique de transformation sociale. Cependant, la volonté de conjuguer la formation initiale, la formation permanente, l'animation des milieux professionnels et la recherche exprimée par l'Etat au début des années 1980, a malheureusement vite été abandonnée et n'a pas été reprise, ni développée, par les acteurs de l'appareil de formation dans le cadre de la décentralisation. Cette occasion manquée n'a alors pas permis aux producteurs du champ social de penser par eux-mêmes les enjeux, les significations et les contradictions de leur propre action.

Aujourd'hui, dans une nouvelle ère, celle de la mondialisation économique et de la construction européenne, n'est-il pas temps que la production de la recherche dans les organismes de la formation et de l'intervention sociales contribue au dépassement de l'hétéronomie du champ social ? Au-delà de l'identification des acteurs de la recherche, peut-on penser son organisation afin qu'elle soit reconnue comme un espace fondamental de construction de connaissances en capacité d'influencer réellement la conception et la mise en œuvre des politiques sociales ? L'organisation de la recherche dans le champ social ne constitue-t-elle pas une garantie pour que le travail social ne soit pas simplement un instrument au service de l'ordre mais de la régulation sociale ? Dans un contexte de régionalisation, quelles pourraient être les perspectives de consolidation de la fonction de recherche au sein de l'appareil de formation des professions sociales ? Quels liens établir entre les professionnels de la recherche, les formateurs, voire des formateurs-chercheurs ? Quelles articulations concevoir avec d'autres structures plus classiques de recherche (université, CNRS, sociologie professionnelle, etc.) ? Qu'en est-il de l'étude critique des sciences dans les cursus de formation des travailleurs sociaux ? Plus fondamentalement, n'est-il pas désormais nécessaire pour le travail social de constituer une discipline académique autonome qui favorise la re-conflictualisation du champ social face aux risques d'instrumentalisation ? Pour répondre à ce questionnement, l'Association des chercheurs des organismes de la formation et de l'intervention sociales (ACOFIS) propose une journée de réflexion sur les enjeux et les perspectives de la recherche dans le champ social.

**Cette manifestation est organisée sous la forme de trois tables rondes de 9 h à 16 h**

### **Programme**

9h – 9h30 : **Accueil des participants**

9h30 – 9h45 : **Allocutions d'ouverture**

Laurent Logiou (Dir. Général de l'IDS), Manuel Boucher (Président d'ACOFIS), Emmanuelle Jeandet-Mengual (Conseil Régional de Haute-Normandie)

9h45 – 11h : **La place de la recherche dans les formations sociales**

Brigitte Bouquet (CNAM – GRIOT/LISE), Daniel Verba (Université Paris XIII – IUT Bobigny), Michel CHAUVIERE (CERSA – CNRS), Emmanuel Jovelin (GERTS – ISLV – Université catholique de Lille), Marc-Henri Soulet (Université de Fribourg), Claudio Bolzman (CEDIC – HES - SO), Régis Pierret (ITSRA - CADIS – EHESS), Olivier Cany (AFORTS), Jean-Michel Godet (IRTS Basse Normandie- GNI)

Animée par Mohamed Belqasmi (LERS – IDS)

11h – 11h15 : **Pause café**

11h15 – 12h30 : **L'expertise, la recherche et l'intervention sociale**

Hervé Drouard (AFFUTS), Patrick Dubechot (ETSUP), Alain Vilbrod (Univ. de Brest), François Aballea (GRIS - Université de Rouen - FORs), Manuel Boucher (LERS – IDS – CADIS-EHESS), Abou NDIAYE (Vice-président de l'AFS - CASP), Anne-Françoise Dequire (GERTS ISLV – PROFEOR Univ.de Lille 3), Gérard Moussu (IRTS Aquitaine), Cyprien Avenel (Sciences Po - CNAF).

Animée par Emmanuel Jovelin (ACOFIS - GERTS – ISLV)

12h30 – 14h : **Pause déjeuner**

14h - 15h30 : **La valorisation de la recherche dans le champ social**

Adbdellatif Chaouite (ADATE – Ecartis d'identité), Guy-Noël Pasquet (IRTS Languedoc-Roussillon – Revue Le Sociographe), Jean Foucart (Haute Ecole Charleroi Europe – Revue Pensées plurielles), Alain Roquejoffre (IRFE - Revue Forum), Isabelle Sarazin – (Actualités Sociales Hebdomadaires - sous réserve), Sabine Voelin (HES SO - éditions de l'Institut d'Etudes Sociales de Genève), Stéphane Rullac (Buc Ressources - éditions Vuibert).

Animée par Jean-christophe Barbant (ACOFIS - IRTS-Languedoc-Roussillon)

15h30-16h : **Perspectives et discours de clôture**  
Maryse Chaix (DGAS), Jérôme Minonzio (MIRE), Geneviève Avenard (ODAS), Pierre Naves (IGAS), Manuel Boucher (ACOFIS – LERS/IDS).

16h : **Cocktail**

**Inscriptions en ligne possible (avant le 30 novembre) et plan d'accès :** <http://www.ids.fr/>

Contacts : [acofis@gmail.com](mailto:acofis@gmail.com) - Tel : [33] (0) 2. 32. 83. 25. 51 – Fax : [33] (0) 2. 32. 83. 25. 79

Source ACOFIS <[acofis@gmail.com](mailto:acofis@gmail.com)>



#### **4. Les dernières publications des membres de l' AISLF**

**Marie Buscatto**, Préface de Howard S. Becker, *Femmes du jazz. Musicalités, féminités, marginalités*, CNRS Edition, 2007, 224 p.

Ella Fitzgerald, Nina Simone, Billie Holiday, Mary Lou Williams... Les femmes du jazz sont-elles toutes américaines ? Non, il en existe aussi des françaises ! Mais que veut dire être une jazzwoman en France aujourd'hui ?

Contrairement à leurs confrères masculins, à leurs consœurs américaines, elles sont marginalisées. Marginalisation d'autant plus étonnante qu'elle est dénoncée par les professionnels eux-mêmes, qui la jugent contraire à l'esprit de liberté et de créativité du jazz. Ils en sont néanmoins les acteurs, voire les actrices, même si c'est à leur corps défendant.

Cet ouvrage vivant rend compte de ce paradoxe. Fondé sur une enquête ethnographique, il fait également appel à l'entretien, au témoignage et à la presse. Voici une enquête passionnante sur un milieu singulièrement français.

**Marie Buscatto** est Maître de conférences en sociologie à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne, Marie Buscatto est membre du laboratoire Georges Friedmann (Paris I-CNRS) et chercheuse associée au Centre Maurice Halbwachs (ENSEHES-CNRS)

**Alexis Ferrand**, *Confidents. Une analyse structurale de réseaux sociaux*, Paris, l'Harmattan, Coll. Logiques sociales dirigée par **Bruno Péquignot**, 2007, 192 p.

Comment se constituent les réseaux de confidences sur la vie sexuelle personnelle ? Voici une approche originale de l'émergence des réseaux dans laquelle des acteurs créent des relations, ou s'interdisent d'en créer, en tenant compte des liens préexistants. L'auteur suggère d'interpréter les choix des acteurs en combinant les effets de trois types de régulation: normes macro sociales, normes spécifiques d'un réseau, conventions interpersonnelles entre les acteurs.

**Laurent Fleury :**

*Le cas Beaubourg. Mécénat d'Etat et démocratisation de la culture*, Préface de Bernard Stiegler, Armand Colin, 2007.

« 1977 : le Centre Georges-Pompidou ouvre ses portes. À l'extérieur, la polémique fait rage : à l'intérieur, la cohue du premier jour consacre d'emblée un succès qui, par-delà divers aléas, ne se démentira pas. Une question surgit : comment se fait-il que cette véritable révolution, ce modèle nouveau d'articulation entre politique, institution et pratiques culturelles n'ait pas davantage porté à réfléchir, n'ait pas davantage inspiré ? Pourquoi Beaubourg, en somme, n'a-t-il cessé de gêner ? Après avoir notamment enquêté auprès des protagonistes "historiques" (Claude Pompidou, Jacques

Chaban-Delmas, Pierre Messmer, Pierre Boulez, Jean-Pierre Seguin, François Mathey, Blaise Gautier, Pontus Hulten...) Laurent Fleury s'est employé, éclairant au passage les raisons de cette occultation, à ressaisir le sens de l'expérience Beaubourg et de cette approche spécifique de la question des publics qui la caractérise. Il en tire d'importants enseignements, fort utiles alors que tant d'incertitudes pèsent sur le débat culturel et les modalités d'implication souhaitable de l'État ».

*Sociologie de la culture et des pratiques culturelles, Armand Colin, 2006.*

La sociologie de la culture est un des grands domaines de la discipline. Ce livre en retrace l'histoire, à partir de ses origines : Max Weber et Georg Simmel. Sur les trente dernières années, trois questions (qui se recoupent partiellement) ont structuré les recherches : celles de la hiérarchie culturelle et de la distinction, de la démocratisation de la culture et des politiques de l'État, de la diversité des pratiques culturelles et des publics. Cet ouvrage présente une synthèse des résultats et des débats. Pendant la dernière période, la sociologie de la culture s'est réorientée pour répondre à de nouveaux questionnements, avec une plus grande attention à la réception des œuvres et à l'expérience esthétique, avec une mise en concurrence de la « culture légitime » et de la culture de masse. Avec ses outils, ses méthodologies, cette sociologie cherche à comprendre la place et le sens de la culture dans les sociétés contemporaines.

**Laurent Fleury, *Le T.N.P. de Vilar. Une expérience de démocratisation de la culture*, Presses Universitaires de Rennes, « Res Publica », 2006.**

Jean Vilar cristallise un paradoxe : il représente une figure du passé et incarne tout à la fois l'expression d'une vérité présente, puisque l'on constate la résurgence des questions qu'il nous a léguées. L'expérience réussie de démocratisation de la culture qu'il a menée au TNP possède une valeur d'exemplarité en raison d'une triple innovation : l'affirmation d'un *théâtre, service public*, l'invention du *public* comme catégorie d'action et l'élaboration d'une série de dispositifs de mise en relation des spectateurs avec le théâtre. Trois révolutions dont les spectateurs d'aujourd'hui lui sont encore redevables. Avec le TNP de Vilar, *l'incroyable* est devenu *pensable* pour des milliers d'individus. Impensable en 1945, le théâtre devenait envisageable pour un ouvrier ou une secrétaire en 1951. Les succès populaires de Vilar ont aussi rendu *légitime* ce qui était jusqu'alors considéré comme *illégitime* : l'intervention publique en matière artistique. Enfin, ses innovations ont rendu *possible* ce qu'on croyait *impossible* : la rencontre réussie, effective, avec un large public. Ce livre retrace la genèse du TNP de Vilar, présente les révolutions qu'il a opérées en rompant avec le code bourgeois de la sortie au théâtre, analyse l'impact des innovations institutionnelles qu'il a forgées et mises en place durant ses douze années de direction du TNP, de 1951 à 1963. En écho aux débats parfois violents que le TNP a suscités autour de l'idée de théâtre populaire et soulevant la question des effets émancipateurs de la culture, ce livre montre que la réalisation de l'idéal de démocratisation de la culture est possible et s'attache à en comprendre les conditions de possibilité.

*Agrégé de sciences sociales, docteur en science politique, Laurent Fleury est professeur de sociologie à l'Université de Paris 7 – Denis Diderot. Il y dirige la spécialité « Politiques culturelles » du Master « Sociologie et anthropologie : politique, culture et migrations ».*

**Albert Piette, *L'être humain une question de détails*, Marchienne-au-Pont, (Belgique), Socrate Editions Promarex, 2007, 120 p.**

L'homme a inventé le détail et le mode mineur est collé à l'être humain. C'est l'idée de ce livre qui reprend à sa manière les grandes étapes de l'hominisation et la réflexion sur la différence anthropologique. La frontière entre humanité et animalité est l'objet d'un débat qui ne semble pas finir, comme si la spécificité humaine n'était pas évidente... Albert Piette, qui propose de regarder les hommes en situation, découvre une forme humaine associée à un ensemble de traits qui traversent toutes les situations : engagement minimal, présence déagée mise entre parenthèse des conséquences, présence d'êtres non concernés par la situation ou par les objets sans usages direct. Le principe de l'humain résiderait dans ce qui est périphérique, secondaire, dans ce qui est autour, à côté, en décalage : les choses qui ne sont pas vraiment importantes. Bref, les détails. En situation, dans son corps, avec les autres êtres humains, les objets, les animaux ou les divinités, l'homme produit seulement une fine lamelle de sens, de nécessité, d'obligation, de raison, de contrôle, d'enjeu. Le reste, très dense, c'est le monde mineur de la vie. C'est ce que ce livre tente de montrer, en comparant les modalités de l'action humaine avec celle du chimpanzé ou d'autres animaux.

*Albert Piette, est anthropologue, professeur à l'Université d'Amiens. Ses différents ouvrages portent sur le phénomène rituel, le fait religieux, l'observation des détails et l'expérience du deuil.*

Chantal Horellou-Lafarge, **Monique Segré**, *Sociologie de la lecture*, Paris, La Découverte, Coll. Repère, 2007.

Les techniques de fabrication et de diffusion de l'écrit, l'expansion progressive de l'activité de lecture caractérisent les siècles passés. Le XXe siècle connaît le foisonnement et la diversité des écrits. Aujourd'hui, le livre, longtemps support unique de la lecture, est concurrencé par d'autres formes d'imprimés (revues, magazines, journaux) et par la lecture sur écran, destinés à des publics variés et portant sur des contenus de tous genres.

Généralisée, la pratique de la lecture s'est aussi profondément modifiée. Elle s'est diversifiée et fragmentée, sa signification n'est pas la même pour tous les lecteurs. Elle varie notamment selon leur appartenance sexuelle, leur milieu social et leur niveau d'instruction. Longtemps contrôlée par l'Église, l'État, est-elle devenue, en ce début du XXIe siècle, une activité libérée de toute contrainte malgré les lois du marché ? Les goûts, les manières de lire, les modes d'interprétation des textes n'obéissent-ils pas, de façon subtile, à de nouvelles formes d'imposition ?



## 5. Les Revues

### *Sociologie de la Santé*

N° 26 « Système de santé et discours profanes »

Directeurs scientifiques : Bernard Allemandou & François Vedelago

Site : <<http://revuesociologiesante.free.fr>>

Pour consulter le sommaire <<http://revuesociologiesante.free.fr/spip.php?page=sommaire-accueil>>

